

«Il faudrait pour le bonheur des États que les philosophes fussent Rois et que les Rois fussent philosophes»

Platon in La République

SID AHMED GHOZALI AU SOIR D'ALGÉRIE

Histoire des nationalisations, politique pétrolière et bonne gouvernance

«Sonatrach a grandi à pas forcés... Avec pour seuls soutiens celui du Chef de l'État, du Ministre de tutelle et un certain nombre de hauts responsables de l'État qui se comptent dans les doigts de deux mains.»

Entretien réalisé par Chafik Mesbah

Chafik Mesbah : Pouvez-vous nous rappeler quelle était la composition de ce noyau, de la première équipe qui a participé à l'épopée de la création de Sonatrach ?

Sid Ahmed Ghazali : Au départ ce fut une équipe forcément très réduite en nombre et en expérience au regard des exigences de nos ambitions. Je n'oublie pas qu'elle a eu ses martyrs, je pense notamment à deux ingénieurs, deux des premiers responsables de «l'Exploration Production» Abdelmadjid Benalycherif et Aboubakr Mellouk, disparus avec trois autres cadres, en service commandé en URSS, dans une catastrophe aérienne survenue en ce pénible jour d'octobre de 1972, dans le ciel de Moscou. Nous en avons perdu une quinzaine d'autres dans des crashes de petits avions de service en Algérie.

Mais vous en donner une liste, comme ça à brûle pourpoint, serait me risquer à des omissions, ne fût-ce qu'une seule, que je ne me pardonnerais pas. J'attendrais l'occasion de les évoquer un jour un à un. Au fil du temps, ce premier cercle qui a participé à ce que vous appelez l'épopée de la création de Sonatrach a donné au pays beaucoup de ses fidèles serviteurs. Parmi eux, me viennent notamment en tête au moins huit noms de Ministres de la République. Et si j'étends mon souvenir à tout le champ de l'Énergie et de l'Industrie, je m'aperçois que ce secteur a fourni à la République une vingtaine au moins de ses Ministres. Dont Tahar Hamdi ancien Directeur Général de Sonarem, décédé l'an dernier, après avoir survécu, pour ainsi dire, avec les profondes séquelles des graves blessures que lui avait causées un attentat individuel en 1993.

Parmi cette vingtaine de cadres nationaux, je ne peux m'empêcher de citer des frères Keramane, Abdennour et Abdelwahab, ingénieurs de formation et qui se trouvent au moment où nous parlons dans une situation tellement injuste aux yeux de quiconque est au fait de leur moralité, de celle de leur famille et des services qu'ils ont rendus à l'État et à la nation. Deux noms, entre autres, sur lesquels il faudra bien revenir un jour quand il s'agira de régler objectivement la question essentielle des institutions de l'État, inséparable de celle des hommes et des femmes en charge des affaires du pays.

Comme je ne peux omettre le nom de Nordine Aït-Laoussine, premier Vice-président de Sonatrach qui a été, en ligne de front, de toutes les batailles des années 1960 et 1970, et qui, en cette qualité, fut au premier rang des hommes ciblés dans la campagne de persécution qui fut menée dans le secteur dès le lendemain de la disparition de Boumedienne. En le chassant de son pays, puis en le déposant de sa maison, le pouvoir algérien a fourni à la communauté pétrolière internationale un expert de renom. Il n'a pas hésité à répondre à mon appel pour servir l'Algérie dans mon gouvernement, dans les conditions difficiles que vous savez, comme Ministre de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques. Il était présent dans la salle où fut assassiné Mohamed Boudiaf, à côté de Abdennour Keramane - qui garde encore les séquelles des éclats de grenade qui ont endommagé son épaule droite. Il est retourné ensuite à ses obligations privées à l'étranger, comme convenu préalablement entre nous.

Les épreuves douloureuses par lesquelles sont passés les serviteurs de l'État dans notre pays, ouvriront-elles un jour les yeux d'un pouvoir politique enclin à mésuser du vocabulaire de bonne gouvernance, tout en se montrant oublieux du fait que la bonne gouvernance c'est l'organisation des pouvoirs publics de manière à mettre l'État au service des citoyens ? Et comment pourrait-il en être ainsi en l'absence de ces deux piliers de la gouvernance que sont les institutions et les hommes ? Continuer à fermer les yeux et à se boucher les oreilles, c'est cela qui nous expose

sans cesse plus vite et plus durement à la mal vie d'aujourd'hui et aux désastres de la fitna d'hier et d'aujourd'hui. La recrudescence dans notre pays des destructions meurtrières n'est autre chose que la continuation de la suite douloureuse de la non gouvernance. Dire qu'elle est une affaire de «vigilance des services de sécurité» c'est commettre une double injustice, envers les victimes et envers les services de sécurité.

Je clos ma réponse à votre question par le nom de Belaid Abdesselam. A l'indépendance, il était notre aîné par l'âge et plus encore par une expérience militante aguerrie, tant par les sacrifices personnels dont elle ne fut pas exempte, que par l'exercice de responsabilités au sein du Mouvement national et du FLN Mouvement de libération. Membre très jeune de la direction politique du PPA-MTLD il a été notamment en charge au sein du GPRA du suivi des étudiants, qu'ils fussent sortis des rangs de l'ALN pour parachever des études supérieures ou qu'ils fussent après la grève estudiantine du 19 mai 1956 engagés dans des sections universitaires de l'OCFLN en Algérie et en France et du FLN en dehors de France. Premier PDG de Sonatrach en mars 1964, il a dirigé notre délégation aux négociations pétrolières algéro-françaises.

Il est rentré dans le gouvernement au lendemain du 19 juin 1965 comme ministre de l'Industrie et de l'Énergie. Je venais alors moi-même de quitter le gouvernement et lui ai succédé à la tête de Sonatrach, que j'avais donc rejointe dès le mois d'octobre de la même année.

Petit intermède dans l'entretien, comment expliquez-vous cette bifurcation dans votre carrière qui vous fait passer du pétrole aux Travaux Publics ?

Ce fut aussi un intermède et une digression dans ma vie professionnelle.

Disons que cela fait partie des bizarreries propres à la vie publique. Nous étions un jour d'octobre 1964. Alors que j'étais au côté de Belaid Abdesselam notre chef de délégation au cours d'un nième round des négociations pétrolières algéro-françaises, je me rends au bureau du Président de la République avec mon cahier de notes habituel. En fait, cette fois là le Président m'avait appelé, non pour m'entendre, comme l'usage s'en était établi, sur l'évolution des négociations, mais pour me notifier sa décision de me nommer à la tête des Travaux Publics dans le remaniement ministériel qui était en cours.

Je sus plus tard qu'une personne relativement bien placée par ses fonctions auprès du Président, sachant que celui-ci était à la recherche d'un remplaçant à Ahmed Boumendjel aux Travaux Publics, lui aurait soufflé qu'il ne pouvait trouver pour les Travaux Publics, personne plus idoine qu'un ingénieur des Ponts et chaussées, en la personne de Sid Ahmed Ghazali ! Je doute que le Président ait su qu'en toile de fond du conseil qu'on lui donnait, apparemment charitable à mon égard, il y a eu une habile manœuvre pour m'écarter gentiment du secteur de l'énergie...pour des motivations très terre à terre dont seuls Belaid Abdesselam, moi-même et mon «sponsor - promoteur» connaissions les véritables ressorts.

Bref, il fallait s'exécuter, tout simplement puisque le chef avait décidé. C'était l'état d'esprit de l'époque. Telle est la banale genèse d'une infidélité de ma part au secteur de l'énergie, une digression que je n'avais pas recherchée mais qui, grâce ou à cause du 19 juin 1965, allait être de courte durée.

Trois mois après avoir décliné le maintien au gouvernement comme m'y pressentait Houari Boumedienne, je laissais le poste ministériel où Abdennour Ali Yahia me fit l'honneur de me remplacer et rejoignais la Sonatrach.

À ce propos, convenez qu'il y a de quoi s'étonner que vous vous retrouviez à la tête



Aux Côtés de Houari Boumedienne, Fidel Castro devisant avec Sid Ahmed Ghazali

de Sonatrach après que vous vous soyez démarqué du 19 Juin 1965 ?

Pas forcément si on s'intéresse un peu aux raisons de mon geste et aussi aux motivations de Boumedienne. Sa volonté était que le coup de force qu'il avait conduit fût compris, non point comme une révolution de palais visant à un changement politique radical, mais comme un sursaut révolutionnaire contre ce que le nouveau régime appelait le pouvoir personnel. D'où le souci de reconduire tel quel le Gouvernement de Ben Bella. Vous pensez bien que sans une telle motivation, Boumedienne n'aurait pas tant insisté à ce que j'en fusse partie, moi qui, après tout, pesais si peu sur l'échiquier politique. Seul membre non politique du gouvernement et le seul à refuser de rester, on peut imaginer que Boumedienne aurait pu trouver une telle position insolite et même impertinente, voire hostile. En fin de compte il ne m'en a pas tenu rigueur. Il a réagi en homme d'État, comme il allait le montrer aussitôt en continuant telle quelle et sans hésitation la stratégie pétrolière inaugurée par son prédécesseur. Seule l'histoire en dira assez de cette capacité dont il a fait montre à faire le tri entre, d'un côté la politique en tant que gestion du pouvoir ou accomplissement d'ambitions personnelles et, de l'autre côté, la politique en tant que service des intérêts nationaux. Je pense que pour ce qui concernait ma personne, il avait bien compris au bout de quelques jours que mon geste ne procédait ni d'une quelconque manifestation d'amitié ou d'innocité subjective, ni de l'expression d'une défiance politicienne à son égard, mais obéissait à une sorte d'éthique morale en politique laquelle me dictait, que du moment que le Président qui m'avait nommé avait été déchu, je devais m'en aller par une sorte de devoir de respect institutionnel. Cette «incartade» du 19 juin, ne m'a pas valu que des amis auprès de certains secteurs des «Services» qui me fichèrent, à tort, comme «Benbelliste» pour le restant de mes jours. C'est une autre histoire... Décidément je n'ai jamais regretté le rôle que j'ai joué avec mes camarades, sous le gouvernement d'Ahmed Ben Bella comme de Houari Boumedienne. En même temps, je regrette tant que les jeunes d'aujourd'hui n'aient pas eu la chance, que nous avons eue nous, de relever des défis aussi passionnants que ceux auxquels nous avons été confrontés, mes camarades et moi-même. !

Quels souvenirs gardez-vous de l'équipe qui a mis en place Sonatrach ?

Une montagne de souvenirs. Impossible de la visiter instantanément, ni en si peu de place. Pour en rester à sa quintessence, je dirai cependant que ce fut, croyez le, une équipe au sens fort et noble, un groupe fusionnel où chacun des éléments a été essentiel. Celui qui vous en dirait «Moi je... ou c'est moi qui... ou sans moi etc.», celui-là sera passé à côté de la réalité d'une aventure humaine exceptionnelle. Chacun des éléments, sommet de la hiérarchie politique inclus, avec ses grandeurs et ses

petitesse d'humain, y a joué un rôle décisif. Là est ce que je crois être le plus éminent et le moins périssable des souvenirs que j'en garde.

Formée de cadres et ingénieurs, provenant d'universités françaises, yougoslaves, américaines, allemandes, soviétiques, roumaines, arabes et autres, forgée au creuset de la mouvance nationale, cette équipe a été le noyau dur autour duquel s'est cristallisée la grande famille du secteur national des hydrocarbures à un rythme et avec une intensité peu observables ailleurs. Que ce soit dans des structures universitaires algériennes ou internationales (États-Unis, Japon, Angleterre, France etc.) ou par la voie de stages pratiques, ou dans le cadre des projets industriels qui étaient lancés par dizaines sur la chaîne des hydrocarbures, ce sont des milliers de jeunes Algériens qui sont allés s'instruire dans des Écoles ou des Universités, ou se perfectionner dans des entreprises expérimentées. Ils sont, presque en totalité, revenus occuper les postes de travail prévus pour eux. Renforcés par les effectifs hérités des compagnies pétrolières nationalisées entre 1967 et 1971, ils ont contribué au bout de quinze années, à hisser la Sonatrach au niveau d'une société de standing international, avec un effectif de 120 000 employés.

Pour en revenir à Sonatrach, comment fut elle perçue dans son environnement propre comme dans les milieux officiels algériens ?

C'est une question clé. Elle oblige à des développements que je m'efforcerai à condenser. Je commencerai par un rappel d'apparence anecdotique mais significatif. Dans un numéro de mars 1964 je crois, *Le Peuple* quotidien officieux de l'époque, commentait le débarquement au port d'Alger des premiers tubes destinés à la pose du 3^e pipe, en ces termes «...ces tuyaux sont destinés à Sonatrach, cet organisme monstre» (sic). Qu'est ce qui a pu bien inspirer à un reporter, sans doute des mieux intentionnés, cette qualification de Sonatrach alors qu'elle en était à peine au stade d'un décret et dont la substance se résumait à son PDG, Belaid Abdesselam muni, en guise de bureau ambulant, de sa grosse serviette et assisté de deux ou trois collaborateurs ? Cette anecdote suggère que les vocabulaires de gigantisme et d'«État dans l'État», n'étaient ni innocents ni spontanés.

Ils se sont gravés, pour ainsi dire sur le front de Sonatrach dès sa fondation. Ils lui ont collé à la peau en s'insinuant dans les médias comme dans bien des têtes, opinion et établissement politico bureaucratique confondus. Leur inspiration n'est pas sans lien avec les entraves en tous genres qui allaient s'accumuler sur les parcours de l'entreprise. Ni sans effets quant aux aboutissements des campagnes politiciennes qui, depuis la disparition de Houari Boumedienne, n'ont eu de cesse que de la démanteler, depuis sa création, et de ruiner le projet dont elle était porteuse.

Photos : DR

●●●